

**UNION DES COMORES**  
Unité – Solidarité – Développement

---

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE, DE L'INDUSTRIE, DE  
L'ARTISANAT ET DE L'ENVIRONNEMENT.**

---

D'ACCORD DE PECHE ENTRE L'UNION DES COMORES ET  
L'ASOCIACION de GRANDES ATUNEROS CONGELADORES  
(A.G.A.C) ESPAGNE  
DANS LA ZONE ECONOMIQUE EXCLUSIVE DES COMORES

Le Gouvernement de l'Union des Comores représenté par le Ministère de l'Agriculture,  
de la Pêche, de l'Industrie, de l'Artisanat et de l'Environnement.

Et l'Asociación de Grandes Atuneros Congeladores  
(A. G. A. C) ESPAGNE

d'autre part:

Il est convenu de ce qui suit:

**Article 1:**

Le Ministère de l'Agriculture s'engage à délivrer des licences de pêche à 5 Senneurs de surface de l'A.G.A.C-Espagne pour une période d'un an à compter du 1er janvier de l'année calendaire. Ce nombre de bateaux pourrait être modifié de commun accord entre les deux parties.

Les bateaux auxiliaires n'exerçant pas des activités de pêche sont donc exempts de paiement de droit des licences.

Le tonnage de jauge brute de chaque Senneur doit être compris entre 2000 et 4000 TRB.

**Article 2:**

La procédure de demande et de délivrance des licences autorisant les navires de l'A.G.A.C à pêcher dans la ZEE des Comores est la suivante:

- a) L'A.G.A.C présente au Ministère de l'Agriculture une demande de licence pour chaque navire, formulée par l'armateur qui souhaite exercer une activité de pêche au titre du présent accord, au moins trois semaines avant le début de la période de validité souhaitée. La

demande doit être faite au moyen du formulaire prévu à cet effet par les Comores selon le format présenté en annexe I.

- b) Toute licence est délivrée à l'armateur pour un navire déterminé et la copie de licence de pêche doit être conservée à bord en permanence. Deux semaines après la demande de licence, le Ministère de l'Agriculture envoie la licence à l'A.G.A.C ou au représentant agréé. Cette procédure est également requise pour la demande de prolongation et celle de remplacement.
- c) La licence est délivrée moyennant le paiement anticipée au Ministère des Finances et du Budget d'une somme de 13000 Euros par an et par Senneur de surface.
- d) Le Ministère de l'Agriculture communique les modalités de paiement du droit de licence et notamment les renseignements relatifs au compte bancaire.

#### **Article 3:**

La licence délivrée pour un Senneur déterminé peut être, et en cas de force majeure, constatée par les deux parties, remplacée par une licence pour un autre Senneur de l'A.G.A.C sans redevance additionnelle et selon la procédure décrite au point 2 (a).

#### **Article 4:**

Le Ministère de l'Agriculture communique la date de prise d'effet, la validité ainsi que le nombre de licences accordées aux services compétents et plus particulièrement au Centre Nationale de Contrôle et Surveillance des Pêches, à la capitaine des Ports et et à la Gendarmerie Maritime aux fins d'éviter des saisies inopportunes.

#### **Article 5:**

Le Senneur autorisé à pêcher dans la ZEE des Comores doit afficher une copie de sa licence valide sur la passerelle.

Chaque Senneur autorisé devra tenir un rapport journalier des captures conformément au formulaire ICCAT pour la pêche au thon et notifier le Ministère de l'Agriculture par fax ou autres moyens similaires les informations ci-après:

- a) Entrée: 24 heures avant l'entrée en zone de pêche: ☐ annexe III ☐
- b) Sortie: 24 heures avant la sortie en zone de pêche: ☐ annexe IV ☐
- c) Rapport hebdomadaire des captures: tous les mercredis un rapport sur la semaine précédente du dimanche au samedi: ☐ annexe V ☐

L'A.G.A.C s'assure que le rapport hebdomadaire des captures selon le formulaire ICCAT sera envoyé au Ministère de l'agriculture par Courrier par les Senneur autorisés et par courrier électronique aux adresses suivantes ([dg.peche@comorestelecom.km](mailto:dg.peche@comorestelecom.km) et [cncsp@comorestelecom.km](mailto:cncsp@comorestelecom.km)).

**Article 6:**

Afin de ne pas nuire à la pêche artisanale dans les eaux Comoriennes, les Senneurs de l'A.G.A.C ne sont pas autorisés à pêcher à l'intérieur de 12 miles marins autour des Comores ni dans un rayon de 3 miles marins autour des dispositifs de concentration de poisson installés par le Ministère de l'agriculture et dont les emplacements seront communiqués à l'A.G.A.C.

**Article 7:**

Tout cœlacanthe (*Latimeria Chalumnae*) capturé par un Senneur de l'A.G.A.C autorisé à opérer dans la ZEE des Comores au titre du présent accord est la propriété des Comores et doit être remis, dans les plus brefs délais et dans le meilleur état possible, sans frais, aux autorités portuaires des Comores.

**Article 8:**

Le Senneur ayant obtenu une licence doit se conformer aux dispositions relatives au système VMS en vigueur dans la région et devra communiquer les informations VMS au Ministère de l'agriculture en charge de la pêche. AGAC s'engage à l'envoi direct de ces informations à travers le centre de contrôle des pêches du pays dont les bateaux battent pavillon (Seychelles).

**Article 9:**

Tout Senneur de l'A.G.A.C pêchant dans la ZEE des Comores permet et facilite la montée à bord pour l'exercice de ses fonctions à tout fonctionnaire des Comores chargé de l'inspection et du contrôle des activités de pêche.

La présence de ce fonctionnaire à bord ne doit pas dépasser le temps nécessaire pour une vérification des captures par sondage ainsi que toute autre inspection relative aux activités de pêche.

Le fonctionnaire dispose de toutes les facilités y compris l'accès aux locaux et documents nécessaires à l'exercice de sa fonction. Il est pris en charge pendant sa présence à bord pendant sa présence à bord.

Si un Senneur ayant à son bord un fonctionnaire comorien sort de la ZEE des Comores, toute mesure doit être prise pour assurer son retour aux Comores aux frais de l'armateur.

**Article 10:**

Les Senneurs de L'AGAC pêchant dans la ZEE des Comores feront tout leur possible pour embarquer des marins comoriens dans les conditions de salaire, travail et pendant la durée normale appliquée au reste des marins des pays ACP au bord des senneurs d'AGAC. L'embarquement peut se faire dans les ports normalement utilisés par la flottille de AGAC dans l'Océan Indien, sans obligation d'entrée dans les ports de Comores. Les frais de déplacement des marins seront à la charge de l'armateur.

Le Ministère de l'Agriculture en charge de la pêche s'engage à fournir une liste des marins Comoriens sur laquelle les armateurs de L'AGAC peuvent choisir. La communication avec les marins serait assurée par le Ministère de l'Agriculture en charge de la pêche et les contrats seront faits à travers une agence désignée par ledit Ministère.

**Article 11**

Tout Senneur de l'A.G.A.C pêchant dans la ZEE des Comores communique au Ministère de l'Agriculture tout mouvement de Senneur et thoniers senneurs étrangers opérant dans ladite ZEE.

**Article 12:**

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application des dispositions du présent accord, le Ministère de l'Agriculture et l'A.G.A.C s'accordent à les régler par des consultations conjointes aussitôt que possible après la réception par une des parties d'une requête formelle de l'autre partie.

Si le contentieux persiste, il sera fait recours à une juridiction qui sera acceptée par les deux parties.

**Article 13:**

Le Ministère de l'Agriculture et l'A.G.A.C réviseront chaque année les termes et les conditions de pêche. Cette révision peut se faire par le biais d'une réunion ou à défaut par échange de correspondance entre les deux parties.

**Article 14:**

Le présent accord demeure valide pour deux années calendaires et entre en vigueur à compter de Janvier 2012. Il est renouvelé par tacite reconduction tous les deux ans sauf dénonciation notifiée à l'autre au moins un mois avant la date d'expiration de la durée de l'accord.

Les signataires du présent accord représentent les deux parties et sont autorisées à procéder à la signature de cet accord.

Pour le Gouvernement Comorien

Pour L'A.G.A.C - ESPAGNE

Le Ministère de l'Agriculture

D. Julio Morón Ayala  
DIRECTOR GERENTE